L'Observatoire régional de santé Île-de-France (ORS), l'Unité de surveillance et d'épidémiologie nutritionnelle (Usen, unité mixte de l'Institut de veille sanitaire et de l'Université Paris 13), l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) et la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) publient aujourd'hui les **résultats** de la **seconde édition** de l'**étude Abena** sur l'**alimentation** et l'**état nutritionnel** des **bénéficiaires** de l'**aide alimentaire**, menée en **2011-2012**. La première édition, réalisée par l'InVS, avait permis de connaître les consommations alimentaires et les caractéristiques de l'état nutritionnel des personnes ayant recours à l'aide alimentaire en France en 2004-2005.

L'édition 2011-2012 actualise la description des profils socioéconomiques, les habitudes alimentaires et les marqueurs de l'état de santé des bénéficiaires de l'aide alimentaire, et permet de décrire les évolutions intervenues depuis 2004-2005. Les personnes ayant recours à l'aide alimentaire connaissent, en effet, des contraintes liées à leurs conditions de vie qui ont notamment un impact sur leur santé, même si le recours à cette aide devrait permettre d'en atténuer les effets délétères.

Principaux résultats de l'étude Abena 2011-2012 :

- L'état de santé des usagers de l'aide alimentaire demeure préoccupant avec des prévalences des pathologies liées à la nutrition (obésité, hypertension artérielle, diabète, certains déficits vitaminiques) particulièrement élevées. Par exemple, 35% des femmes recourant à l'aide alimentaire étaient obèses en 2011-2012, soit le double de ce qui est observé en population générale. Néanmoins, l'évolution favorable de certains marqueurs biologiques de l'état nutritionnel, comme la baisse de l'anémie par carence en fer, encourage à poursuivre les actions entreprises pour améliorer l'organisation de l'aide alimentaire (quantité

et diversité des aliments proposés, choix donné aux usagers...).

- L'étude souligne des consommations faibles de certains groupes d'aliments alors qu'ils sont recommandés pour leur valeur nutritionnelle. Il s'agit, en particulier, des fruits et légumes et des produits laitiers moins consommés par les bénéficiaires de l'aide alimentaire qu'en population générale. Cependant, de légères améliorations ont été observées depuis 2004-2005.

- L'aide alimentaire est la principale source d'approvisionnement pour de nombreux types d'aliments. Plus de la moitié des usagers des structures distribuant des denrées à emporter déclaraient avoir recours exclusivement à l'aide alimentaire pour se procurer des produits non périssables (pâtes, riz, farine, etc.), des conserves ou du lait UHT. Cette proportion a doublé depuis 2004-2005 pour les produits non périssables. La moitié des bénéficiaires (51%) ont eu recours à l'aide alimentaire depuis plus de deux ans. Ils étaient 34,5% en 2004/2005.

- Enfin, l'étude rappelle l'hétérogénéité des profils des usagers de l'aide alimentaire et leurs conditions de vie difficiles, en termes de situations familiales, d'emploi, de logement, ainsi que de renoncement aux soins. Elle souligne la nécessité d'adapter l'aide alimentaire aux publics qui y ont recours et qui varient selon les territoires.

Ces nouvelles informations vont contribuer à poursuivre la réflexion sur l'amélioration de l'organisation de l'aide alimentaire en France. Il apparaît également prioritaire de renforcer les actions de prévention, en particulier de proximité, ainsi que les dépistages de maladies chroniques auprès de ces publics.